

Marché/plan/démocratie

Catherine Samary
AVRIL 1998, débat séminaire Actuel Marx

Ceci est un « premier jet » pour notre discussion. Je me contenterai de présenter surtout une « problématique ».

Je voudrais partir des débats sur le marché, pour « remonter » au plan et aux questions de la démocratie.

Partir du marché - et donner plus de place à la discussion sur le marché - est significatif d'un besoin : *cerner de plus près ce que l'on critique, ce que l'on rejette et ce que l'on retient*. C'est à mon avis de cette façon que le débat peut avancer - et c'est peut-être sous cet angle que je voudrais d'abord évoquer les principaux débats passés (et leur apport), discuter la méthode sous-jacente au texte de Jacques Bidet, évoquer quelques aspects de la problématique de Marx et finalement proposer quelques thèses guidant mon propre travail.

Plan suivi

I- Mise en perspective des débats sur le socialisme

II- quelques remarques sur la problématique proposée par Jacques Bidet ;

III- quelques clarifications nécessaires à propos de Marx ;

IV- très schématiquement une présentation synthétique sous forme de « thèse » de la méthode que je propose

I- Mise en perspective des débats sur le socialisme

1- Depuis la NEP et les débats soviétiques des années 20, les marxistes ont exclu qu'on puisse se passer de « marché » (d'un *certain marché*) - en tous les cas de *monnaie et de catégories marchandes* dans la transition au socialisme. Un des principaux apports méthodologiques de Préobrajensky dans ces débats, est d'avoir *distingué les diverses sphères de circulation de la monnaie* (et donc aussi les *fonctions différentes de celle-ci* - selon qu'elle est utilisée entre unités de production du secteur d'Etat, selon qu'elle est distribuée comme revenu permettant l'achat des biens de consommation, ou selon qu'elle intervient dans les relations avec le secteur privé). Il souleva aussi de manière essentielle une des difficultés (théoriques et pratiques) de la transition au socialisme : les relations au *marché mondial capitaliste* (nb: Préobrajensky était contre une politique d'autarcie, il préconisait même une « maximisation » de ces rapports - il serait plus sage, et plus compliqué, aujourd'hui de parler « d'optimisation »). Il estimait en tous les cas dans son débat avec Boukharine que la société soviétique n'appliquait pas la « loi de la valeur » mais devait y résister. Il y avait là l'idée de deux « régulateurs » conflictuels qui conduisaient à des choix d'investissements différents. J'ai discuté par ailleurs¹ l'apport et les limites de l'approche de Préobrajensky.

2- Wladimir Brus fut plus tard en Pologne un des théoriciens marxistes de l'Europe de l'Est qui a repris et fait progresser cette problématique (en analysant « *le rôle actif* » ou « *passif* » de la monnaie, selon les secteurs, dans le cadre des économies dites socialistes existantes). Les débats qui ont opposé Ernest Mandel et Charles Bettelheim - mais aussi, les textes de ce dernier sur « calcul économique et formes de propriété » se confrontaient à ces mêmes questions.

Ces débats-là portaient des sociétés existantes - et discutaient la pertinence et les limites des concepts du *Capital* et des catégories économiques du capitalisme, dans un cadre historique nouveau qui lui-même avait du mal à être « nommé ». Ce « déjà plus, pas encore », « transition » socialiste mais environnement capitaliste, reste à mes yeux l'horizon le plus pertinent du débat. Parler à ce propos « d'économie mixte » ne « dit » rien. Car les sociétés capitalistes sont aussi des « économies mixtes ». La crise de ces sociétés et leur effondrement indique que *la dynamique de ces sociétés n'était pas la consolidation de rapports socialistes, mais la fragilité*

¹ Cf. « Plan marché et démocratie - les réformes des pays dits socialistes » Cahier de recherche de l'IIRE d'Amsterdam, 1992

à la *restauration capitaliste*. Il ne me semble pas efficace du point de vue de la réflexion nécessaire sur le socialisme de ne pas *s'appuyer sur l'expérience et la crise de ces sociétés*.

3- Tout un ensemble d'autres débats ont porté sur l'élaboration de « modèles » alternatifs de socialisme (cf. notamment le recueil « Nouveaux modèles de socialisme » d'Actuel Marx).

31 - Le premier d'entre eux fut évidemment celui d'Oscar Lange - très marqué comme beaucoup d'élaborations par la suite par *le modèle d'équilibre général walrassien*. La place de l'Etat (du plan) est défini à partir des *défaillances du marché*. Mais « le marché » dont il s'agit n'est *pas le marché réel*, mais un modèle théorique et statique de concurrence pure et parfaite, d'une part, fondé d'autre part sur toute une série d'hypothèses souvent oubliées par les commentateurs, et dont la fonction *est de permettre une formalisation mathématique et la confection de courbes*. Les « agents » mis en oeuvre ne sont pas non plus des êtres humains insérés dans une réalité sociale et historique... Les « défaillances » retenues par les néo-classiques (ou ceux qui restent dans ce cadre conceptuel) sont donc seulement celles qui sont intrinsèques *au modèle théorique* (biens collectifs indivisibles, effets externes, rendements croissants, biens nocifs...). Je suis totalement *pour reprendre à notre compte* cet ensemble d'analyses sur les « défaillances du marché » - *mais sans nous contenter de rester dans ce cadre théorique-là...*

32 - Une série d'analyses ont appliqué le modèle d'équilibre général à une société autogestionnaire - certains (repris par Lepage et tous les nouveaux libéraux) pour en « démontrer » l'inefficacité par rapport à des firmes capitalistes privées. D'autres (comme J.Vanek), au contraire pour en « démontrer » la supériorité - mais toujours à partir de formalisation mathématiques des comportements.

Les travaux de Tony Andréani et Marc Ferray s'inscrivent évidemment dans la riche lignée des analyses de Vanek en s'efforçant de répondre aux critiques généralement apportées dans ces débats-là aux « défaillances » de l'autogestion. Les présupposés autogestionnaires de ces recherches me les rendent plus proches de ma problématique. Comme j'en ai déjà débattu avec les auteurs à l'occasion de la présentation de leur modèle, bien des dimensions de leur modèle sont stimulantes pour la réflexion. Je suggère principalement d'intégrer davantage au débat le bilan des « comportements autogestionnaires » *réels*, de ne *pas se limiter au cadre d'un modèle théorique très inspiré dans sa méthodologie par celui de l'équilibre général*. Bref, de discuter à partir d'hypothèses « réalistes » et d'une réflexion dont les concepts et la méthode prennent en compte l'expérience et la crise de l'autogestion yougoslave où la confrontation au marché mondial pèse durement (donc ne pas considérer que le « raisonnement en économie fermée » est une simplification qui ne change pas grand chose).

4- D'autres modèles, conscients des limites de l'approche de l'équilibre général walrassien, intègrent *l'apport de Keynes* - et je suis également favorable à la prise en compte des dimensions les plus riches de la critique Keynesienne du modèle et des hypothèses néo-classiques. Les *défaillances du marché s'élargissent radicalement, selon cette approche, parce qu'il ne s'agit plus d'un marché théorique*. On entre dans l'analyse des comportements réels - et des crises... Pour Keynes le marché est *défaillant comme régulateur...* Ceci est vrai à la fois des crises, de l'emploi, et plus largement d'une compréhension de l'optimum social qui soit autre que la somme de choix micro-économiques définis en fonction d'une rationalité discutable. L'intervention de l'Etat n'est donc pas seulement « une béquille » ou une « roue de secours » contrairement à ce qu'en ont fait les théoriciens de la synthèse libérale/keynésienne. *Retenons* de Keynes, outre sa critique de la Bourse (des marchés financiers) comme mode de financement aléatoire de l'économie, sa démonstration évidente de l'impossibilité d'une « régulation marchande » de l'emploi assurant le plein-emploi... Les modèles autogestionnaires évoqués ci-dessus doivent à mes yeux intégrer au moins ces débats-là...

5- Finalement, *l'approche marxiste* ajoute son grain de sel sur les « défaillances » du marché... Je reviendrai dans le point III sur quelques aspects soulevés par Jacques Bidet quant à l'approche marxiste du marché et du socialisme. Qu'est ce qui est à mon sens essentiel au « corpus analytique » marxiste pour nos débats : *l'analyse des rapports sociaux derrière les catégories économiques, derrière les institutions (le marché, l'Etat...) et les rapports de propriété*. C'est à mon sens ce qui est le plus « fort » dans le marxisme - par rapport à toute autre approche de l'économie. Et c'est ce qui permet *l'analyse critique la plus radicale de tous les systèmes réellement existants du XXème siècle - de leurs contradictions et de leur crise*. Je persiste à croire qu'une telle analyse critique - et nous disposons par rapport à Marx d'un recul expérimental considérable - doit être *le point de départ d'une remise à plat des débats sur le socialisme (et sur le marché dans le socialisme)*. Et c'est aussi pourquoi je pense peu productive la catégorie de « métastructure » proposée par Jacques Bidet, précisément parce qu'elle est si générale qu'elle recouvre des rapports sociaux différents (j'y reviens plus loin).

Au total, on peut sûrement dire que les « modèles » et protagonistes des débats sont d'accord sur le fait *qu'à l'horizon où l'on peut penser les problèmes de la construction d'une société socialiste*, il y a place pour « un certain marché ». Mais ils *divergent* sur *quelle est cette place* du marché (s'agit-il d'un *régulateur ou pas, et de quel marché s'agit-il, recouvrant quels rapports sociaux ?*); ils divergent aussi par conséquent sur la *dynamique* même qu'il est souhaitable d'imprimer à la société, si l'on poursuit un *but socialiste* : Alec Nove, dans sa polémique avec Ernest Mandel dans la *New Left Review*² estimait qu'il fallait rompre avec toute idée de *dépérissement des rapports marchands* - alors que Mandel défendait l'idée d'une transition utilisant le marché mais organisant son dépérissement - avec une vision du socialisme comme organisation directe des producteurs, basée sur la démocratie - vision « classiquement marxiste » que rappelle Jacques Bidet. J'ai produit, quant à moi, à l'occasion d'un « colloque Ernest Mandel » un bilan critique de cette approche de Mandel (texte disponible en anglais - bientôt en français...). Dans le débat qui l'a opposé à Alec Nove je me sens plus proche de la problématique de Diane Elson, déjà citée. En tout état de cause, même si on adhère (comme c'est mon cas) à la thèse du nécessaire dépérissement des rapports marchands, elle doit être (re)démontrée et le débat exige clarification. Le *projet socialiste* nécessite certainement une « refondation » - mais en quoi, et comment ?

Evidemment ce débat perd son sens si l'on ne s'entend pas sur *ce que sont les bases d'un projet socialiste*. Peut-on éviter le dogmatisme des modèles ou des « définitions » en supprimant tous fils conducteurs à ces débats ? Un certain nombre des « modèles » évoqués ci-dessus ne se différencient plus guère d'un capitalisme du bien-être. La limitation de la propriété privée devient souvent le seul « critère » de ces socialismes-là.

Un des points essentiels de la méthode que je propose est de subordonner le débat sur les moyens (donc sur les modèles) à celui sur les fins - mais de réaffirmer « dogmatiquement » les fins d'un projet socialiste émancipateur.

II - Quelques remarques sur la problématique proposée par Jacques Bidet

Si je l'ai bien compris, et en utilisant ses concepts, le marché - et donc « le concept de salariat* » (point 6,p.8 de la contribution fournie au séminaire) *font partie de la métastructure qui englobe* les sociétés « modernes » (capitaliste comme socialiste - dotées chacune de leurs structures). L'erreur de Marx selon Jacques Bidet, aurait été de ne pas produire une telle analyse de la *métastructure* ou d'avoir *considéré capitalisme et marché comme consubstantiels*. Il en découlerait chez Marx que le renversement du capitalisme implique - à tort, nous dit Bidet - la suppression (ou au moins le dépérissement) du marché - et du salariat.

Je discuterai ici ce qui me convainc le moins : *la problématique elle-même*. Elle implique d'orienter le débat vers une catégorie de l'analyse proposée par Bidet : la *métastructure* - supposée englober à la fois des structures (et rapports sociaux) capitalistes et socialistes. Je ne suis pas convaincue de la pertinence de ce concept - bien que je perçois l'intérêt de montrer que dans le monde « moderne » il existe *des valeurs et aspirations (liberté égalité?)*, qui ont *légitimé* les révolutions bourgeoises d'une part, la révolution d'Octobre, de l'autre (et les pouvoirs dits socialistes) - et un grand écart entre ce que les systèmes ont produit et les espoirs qu'ils ont fait naître. Espoirs, valeurs, potentiels de lutte pour autre chose, d'accord... Métastructure ? Je ne trouve pas que cette conceptualisation aide ou clarifie le débat sur le socialisme. *Dès lors que le concept de « métastructure » est établi et qu'il intègre le marché - tout le reste en découle*. Le marché est par construction théorique une catégorie nécessaire du socialisme. Certes, on n'a en rien précisé *quel marché*. Et Jacques nous précise que toute société moderne étant une combinaison de marché, d'organisation et d'association structurée par des rapports spécifiques, il n'y a pas de raison de supposer que seul le marché déterminerait le contenu du salariat, par exemple. Autrement dit, on n'a pas beaucoup avancé. Sauf à affirmer qu'il faut le marché... puisqu'il fait partie de la métastructure. Et on a peut-être, en utilisant le concept de « salariat » - même si on y ajoute pour le lecteur très averti un * qui indique qu'il ne faut peut-être pas l'entendre au sens habituel - perdu en clarté du projet socialiste.

Je m'explique sur cette question centrale qui éclairera ma problématique : quand l'autogestion a été introduite en Yougoslavie, et que la « propriété sociale » a remplacé la propriété étatique, on a aussi modifié

² Cf. Ernest Mandel, « In Defense of Socialist Planning », *In NLR* n°159, sept.-oct. 1986; Alec Nove « Markets and Socialism », *NLR* n°161, Jan.-Febr. 1987; Ernest Mandel, « The Myth of Market Socialism », *NLR* n°169 - May-June 1988 et Diane Elson, « Market socialism or Socialization of the Market ? », *In NLR* n° 172, nov.-dec.1988. Cf aussi les traductions de certains de ces textes dans *Critique Communiste* N° 106-107, avril-mai 1991 - « Le socialisme possible ». Le texte de Diane Elson a été partiellement reproduit dans « Nouveaux modèles de socialisme » (Actuel Marx, PUF, 1993)

explicitement *le statut des travailleurs et les mots pour désigner ce statut*. Je pense qu'il faut en faire autant... Au lieu d'être des « salariés » travaillant en l'occurrence pour un Etat propriétaire des moyens de production, ils devenaient des « autogestionnaires » percevant ensemble un « *revenu brut* » (*monétaire*) (bien plus large que le « salaire » et recouvrant la possibilité autogestionnaire de distribuer ce « revenu brut » en divers fonds). Je pense qu'il est essentiel de désigner par des « mots », des concepts, ce qu'il advient du statut des travailleurs dans le socialisme. Le mot (concept « salariat ») au mieux l'obscurcit.

NB. Au-delà des concepts propres à Jacques B., il y a une habitude de parler de « marché du travail » même dans une approche autogestionnaire. Je suggère, si la force de travail n'est plus une marchandise (susceptible de n'être pas « achetée »), si les travailleurs ont un statut social de propriétaire d'introduire plutôt une notion de « *marché des emplois* » (l'offre et la demande d'emplois restant une souplesse et une réalité qui doit être organisée).

Il y a là un point de méthode plus général. Le but de la conceptualisation est *d'éclairer l'essentiel - ce qui structure, conditionne, le reste*. Dans un projet socialiste il me semble particulièrement important de rendre le plus transparent possible les rapports sociaux. *La force de travail y est-elle une marchandise* - et les travailleurs y sont-ils *d'abord* définis comme « salariés » - et cette catégorie aide-t-elle à comprendre la nature des rapports sociaux recherchés ? Garder le concept de salariat vise sans doute à souligner qu'il *subsiste une distribution des biens par la monnaie*. Si c'est cela que veut dire Jacques B., on peut être d'accord. Mais on peut l'exprimer autrement.

Mon *point de départ* (cf. débat sur les fins du projet socialiste) est que les travailleurs *doivent devenir des autogestionnaires*. Cela ne dit rien sur l'organisation de l'autogestion (à quel niveau et comment, avec quelles institutions s'exercent les droits de gestion ?). Cela ne dit rien non plus sur le « mode de distribution » (et je suis contre tout « modèle » sur ce plan) : quelle part (et sur quels critères ?) *en monnaie* (distribuée sous forme de *revenu individuel*) ? Quelle part gratuite ? Quelle part liée à l'activité productive et quelle part inconditionnelle ? Quelle part sous forme de subventions ? etc. Mais c'est aux autogestionnaires eux-mêmes de le décider... Leur « libertégalité » n'est pas *d'abord* marchande, ni *d'abord* garantie par la monnaie, mais par la remise en cause des rapports de classe. Voilà ce qu'il faut faire apparaître dans les concepts, à mon avis.

III - Des clarifications nécessaires par rapport à l'interprétation de Marx

La confusion et la crise nées de l'expérience dite socialiste, la complexité aussi des débats sur le marché imposent des exigences de remise à plat : que faut-il garder, actualiser, remettre en cause des approches « classiques ». Je ne me lancerai pas ici dans un débat concernant l'interprétation « vraie » de Marx. Quelques précisions tout de même par rapport à ce qu'en dit Jacques B.

1- Partons d'un point d'accord, évident. *Tout marché n'est pas capitaliste* - ne serait-ce que parce que des sociétés marchandes ont existé bien avant le capitalisme, et parce qu'il est pour moi évident que la société marchande yougoslave sous Tito ou hongroise sous Kadar n'était pas capitaliste (point de vue qui n'est pas partagé par tout le monde trotskyste - mais qui semble confirmé par les projets restaurationnistes...).

Le dire est une banalité. Et il est pour le moins étonnant de prêter à Marx l'idée d'une superposition marché et capitalisme.

Le débat est ailleurs. Et il n'est pas simple. On y reviendra. D'autant qu'il n'y a pas d'interprétation universellement acceptée entre marxistes des concepts du Capital et de la loi de la valeur... Soulignons ici quelques aspects utiles ensuite.

2- S'il existe un marché non capitaliste, par contre il est vrai qu'il n'y a *pas* pour Marx *de capitalisme sans marché*. On sait bien que pour lui le capitalisme *généralise* les rapports marchands - en faisant de la *force de travail* et des *moyens de production* des marchandises. C'est cela qui permet à l'argent de fonctionner non seulement comme *capital* (de l'argent qui « rapporte ») mais comme *capital productif* - ce qui évidemment recouvre un rapport social d'exploitation particulier permettant la production de plus-value, transformée en profit monétaire sur le marché. Il n'y a pas de capitalisme sans capital - c'est-à-dire sans argent capable de rapporter un profit monétaire. C'est pourquoi la théorie de la valeur-travail de Marx, contrairement à celle des Classiques, est enracinée dans l'analyse d'une société marchande où règne la monnaie.

Une des ruptures fondamentales de Marx avec les Classiques est précisément (ce que Pierre Salama et Tran Hai Hac³ mettent mieux en évidence que quiconque avant eux) qu'il n'y a pas chez Marx l'approche dite « dichotomique » des Classiques. C'est-à-dire d'une part, une approche de la valeur-travail dans *une sorte*

³ Pierre Salama, Tran Hai Hac, « Introduction à l'économie de Marx », Repères, La découverte, 1992

d'économie « réelle » non monétaire, comme une économie de troc où se produiraient des échanges directs en travail (donnant lieu à la formation de « prix naturels ») ; avec, d'autre part, distinct de ce premier monde, un monde monétaire où se forment les prix de marché qui oscillent autour des « prix naturels » selon les rapports d'offre et de demande et la quantité de monnaie en circulation (théorie quantitative de la monnaie). La catégorie « naturelle » de travail qui est celle des Classiques est remplacée chez Marx par le double concept de travail abstrait/travail concret qui n'a rien de « naturel ». La valeur chez Marx a pour substance **le travail abstrait (bien plus complexe que le « travail direct », individuel) et pour forme la monnaie...**

Dans le capitalisme, le travail abstrait domine le travail concret et la valeur d'échange domine la valeur d'usage - les seuls besoins satisfaits sont ceux qui s'expriment sous forme de valeur (monétaire), et la valeur d'usage importe peu au capital en quête de profit : il s'investit indifféremment dans telle ou telle production de valeur d'usage voire même dans un placement financier. Ce qui compte c'est que cela rapporte. C'est le prix de marché qui en dernière analyse (en prenant en compte à la fois les rapports d'offre et de demande, les conditions sociales de production capitaliste des diverses branches, et celles qui prévalent au sein d'une même branche) exprime le « travail socialement nécessaire » - d'un point de vue capitaliste.

Le Capital de Marx n'épuise pas l'analyse du capitalisme - ni celle du « mode de production », ni encore moins, évidemment celle des formations capitalistes dans leur histoire et leur évolution. Et le capitalisme *ne se réduit pas* à des rapports marchands. Mais s'il y a quelque chose d'éclairant dans la dynamique de *la crise capitaliste* ouverte au début des années 70, c'est qu'elle tend *à balayer tout ce qui avait remis en cause (par des résistances sociales prises en compte par l'Etat) la réduction de la force de travail à une simple marchandise*. Elle remet au coeur des critères capitalistes les mécanismes marchands pour le profit. *Le Capital* nous aide à comprendre cette rationalité - et ses contradictions. C'est pourquoi la *marchandise* est sur le plan conceptuel « structurante » - et c'est aussi la *généralisation* des rapports marchands qui permet de comprendre le mieux ce qui « fait la différence » du mode de production capitaliste avec les autres. Alors, évidemment aussi, qu'il s'agisse de chapitres inachevés, d'insuffisances - ou plus trivialement du « manque de recul » - il y a aussi beaucoup de « manques » dans *Le Capital*. Il revient aux marxistes d'aujourd'hui de faire le point et d'incorporer à l'analyse à la fois « le recul » dont on dispose sur le plan empirique et les avancées théoriques nécessaires sur bien des questions. Pour n'en citer que quelques-unes : celles des « ondes longues » d'un capitalisme historique, d'une part - cf. l'apport, dans une problématique marxiste non traduite en français, d'Ernest Mandel (« Long waves of capitalism »), et celui remarquable de Dockès et Rosier (« Rythmes économiques.. ») intégrant les apports régulationnistes. Mais aussi l'intégration théorique systématique de *l'Etat* dans la théorie marxiste de la valeur produite par Salama, par exemple.

Plus généralement, qu'il y ait dans le capitalisme réellement existant une *articulation du marché et de l'Etat*, que la *planification (l'organisation) pénètre l'entreprise* - notamment les multinationales, que les rapports de marché (et de classe) se combinent à toutes sortes d'autres relations sociales (notamment associatives)... tout cela a fait également (et doit faire) l'objet d'analyses qui, à mon sens, conservent un corpus analytique marxiste si elles mettent en évidence derrière le marché, l'Etat, les relations d'associations... le cadre contraignant des rapports sociaux, de classe, dominants...

3- Mais rien de tout cela ne nous donne de recettes quant au socialisme.

31 - Parce que le socialisme *ne se déduit pas* simplement du capitalisme. Bien qu'on trouve chez Marx une double méthode possible de « déduction » des caractéristiques du socialisme à partir de l'analyse du capitalisme :

- soit par généralisation de ses tendances (vers le capitalisme d'Etat, par exemple) - et il y a alors dans cette démarche une insuffisance approche critique de ce qui est hérité du capitalisme (y compris son productivisme et son centralisme étatique);

-soit, en partant au contraire d'une critique radicale des rapports capitalistes dans le sens de leur remise cause : mais cela peut alors donner lieu à une approche de « rupture par négation » également problématique. Quelques exemples classiques exigeant débat : la critique de l'aspect « formel » de la démocratie bourgeoise, par exemple, quand elle aboutit au rejet de toute forme de parlementarisme ; la critique de la propriété privée capitaliste débouchant sur les nationalisations à outrance ; mais aussi la critique du marché capitaliste conduisant au rejet de tout marché dans le socialisme (démarche critiquée, à sa manière, par Jacques Bidet). Sur ce dernier aspect, Trotsky a souligné de façon critique que telle était la conception initiale du « communisme de guerre », sans monnaie, organisant consciemment la production et la distribution « sans le détour du marché » pour reprendre un des textes classiques d'Engels. De ce point de vue, la NEP n'était pas seulement une « concession », ou une retraite provisoire, sur le marché, mais une rupture théorique et pratique dans la conception même de la transition au socialisme estimait Trotsky. Il produisit aussi une critique des mécanismes de la planification bureaucratique stalinienne en soulignant qu'il manquait à celle-ci à la fois les moyens du marché et ceux de la démocratie...

L'expérience « prouve » donc (pour aller vite on se contentera ici de ce survol) qu'aucune de ces démarches n'est satisfaisante. Bref, il y a une spécificité du socialisme, à construire. Mais les deux démarches évoquées plus haut demeurent nécessaires - et peuvent être actualisées : analyser, de façon critique (donc avec des fils conducteurs) les tendances et contradictions des sociétés existantes... pour s'appuyer sur des aspirations et potentialités effectives dans une lutte pour une société socialiste.

32 - Que trouve-t-on et que doit-on garder chez Marx à ce propos ?

Le Capital ne donne aucune recette sur ce que pourrait être une société socialiste. Non seulement ce n'est pas son objet - ni celui d'aucun texte de Marx ou d'Engels. Mais ni Marx ni Engels ne prétendaient pouvoir « lire dans le marc de café » et sortir de leur tête un « modèle » de société socialiste. Nous devons avoir la même prudence... C'est pourquoi je suis plus favorable à des fils conducteurs qui aident ensuite à se relier à des mouvements de lutte réels et à penser des réponses dans des contextes très différenciés, par définition, plutôt qu'à des « modèles ».

Mais il est vrai que les marxistes ont déduit de plusieurs passages (parfois contradictoires) des textes de Marx et Engels un certain nombre de conclusions théoriques et pratiques pour le socialisme, transformées donc en « recettes » ou modèles. Par exemple celles évoquées plus haut sur le « communisme de guerre ».

S'il n'y a pas pour Marx de capitalisme sans marché - et s'il a évidemment existé un marché pré-capitaliste, la vraie question est de savoir si on peut concevoir d'un point de vue marxiste ou plus largement socialiste que **le marché soit le régulateur d'une société socialiste** - question qui n'épuise pas le débat sur **l'utilisation de la monnaie et des catégories marchandes...**

On trouve plusieurs affirmations de Marx ou d'Engels qui ont souvent servi de « définitions » du socialisme. Résumons l'essentiel :

- * L'opposition d'une régulation **ex-post** (par le marché) à une régulation **ex-ante**, consciente, par le plan.
- * Ce qui recouvre le thème d'une valorisation par le marché du « travail socialement nécessaire » opposée à un jugement direct du travail utile, « sans le détour du marché » : le capitalisme serait « défini » par la première forme de régulation et le socialisme par la deuxième.
- * L'opposition d'une organisation de la production/distribution par le marché à une organisation consciente par une démocratie directe.

Jacques Bidet évoque ces trois dimensions et critique les conclusions qui définissent souvent le « socialisme » par rejet de ce qui est « consubstantiel du capitalisme » : le marché, et la régulation **ex-ante** auquel les approches marxistes opposeraient donc **le plan et un système d'organisation associatif**.

*Il faut ajouter en fait une autre des « caractéristiques » traditionnelles du socialisme : le mode de distribution « à chacun selon son travail » qui le distinguerait du communisme.

Mes points d'accord avec Jacques Bidet dans l'approche critique de ces points de vue sont les suivants :

- a) Le socialisme sera sûrement moins « transparent » que ne le laissent supposer la lecture des textes classiques. La démocratie est un ensemble d'institutions beaucoup plus complexes que « prévu » - et il nous revient notamment de reprendre les débats sur « démocratie bourgeoisie », démocratie directe, parlementaire, etc. à la lumière de l'expérience. L'autogestion ne peut trouver son efficacité sans un ensemble d'institutions adéquates. C'est ce que j'ai discuté en bilan critique de l'expérience yougoslave.
- b) Le socialisme aura besoin d'une évaluation des coûts et des besoins - et la seule « mesure » directe sera insuffisante sur ces deux plans.

Mais quel sera **le régulateur**? Voilà à mon avis, ce que les approches en terme de « combinaisons », ou de « société mixtes » ne clarifient pas.

33 - « *La société doit régler son temps d'après son but, afin d'obtenir une production conforme à la totalité de ses besoins* » (K.Marx, *Le Capital*, T.III)

Comment mesurer le « temps » dans une société socialiste - compte tenu de ses besoins?

On peut retenir de la démarche marxiste elle-même l'idée que les concepts élaborés par Marx pour le capitalisme ne peuvent être plaqués sur un système de rapports sociaux et de propriété transformés radicalement - dont les buts de production ne sont plus subordonnés au profit. Mais cette affirmation n'épuise pas le débat : qu'est-ce qui disparaîtra, devra être rejeté ou se maintiendra dans l'organisation complexe de la société? Passera-t-on à une mesure directe du travail ou des besoins ?

Je crois plutôt à une nouvelle « combinaison », qui articulerait valeur (monétaire) et jugement direct en subordonnant la mesure du travail abstrait au jugement exprimé par le « travailleur concret » et qui soumettrait les nécessaires évaluations en valeur (monétaire) au jugement direct sur la qualité des valeurs d'usage produite et des besoins satisfaits...

Un tel point de vue ne relève pas d'une « profession de foi », mais d'une part de l'analyse des crises des sociétés actuelles et d'autre part de l'affirmation des finalités du projet socialiste...

Formulons la question autrement : tout le problème, théorique, conceptuel et pratique - autrefois soulevé par Bettelheim dans « Calculs économiques et formes de propriété » par exemple, est de savoir ***quel pourrait être l'équivalent socialiste du « travail socialement nécessaire »?*** Que deviennent les catégories de « travail » dans le socialisme ?

- Est-il possible qu'on se passe de toute mesure monétaire - et du concept de « travail abstrait » - au profit d'une approche uniquement « directe » d'un travail concret et des valeurs d'usage - « ***sans le détour du marché*** ». Je ne le crois pas, en fonction de l'analyse de la complexité des besoins à satisfaire - et des avantages du marché des produits... donc de la monnaie comme instrument d'échange et de choix décentralisés.

- Mais est-il inversement satisfaisant de subordonner l'évaluation des besoins et des coûts socialement acceptables, du « temps de travail socialement nécessaire » à ce qui peut se mesurer en monnaie - en prix ? Je ne le crois pas non plus - en fonction de tous les besoins et de tous les coûts qui ne peuvent s'exprimer en monnaie, en fonction de l'horizon borné du marché, en fonction des limites d'une approche des besoins et des coûts basée sur une approche micro-économique et individualiste...

C'est pourquoi mon approche partant d'une réponse négative à ces deux questions - accorde au « jugement direct » (aidé par des formes de démocratie économique dont les institutions exigent débat) le rôle de ***régulateur***, force de rappel, jugement en premier et dernier ressort...

IV- Quelques thèses pour lancer le débat.

Le point de vue que je défendrai ici se résume de la façon suivante :

1°) Des fins et des moyens. Ne partons *a priori* d'aucune définition normative du socialisme *sous l'angle des moyens* (donc pas *a priori* contre, ni pour le marché en tant qu'institution ou instrument de régulation). Par contre il nous faut ***des critères de jugement des moyens. Ils ne peuvent être que les fins*** d'un projet socialiste - ramenées à une essence sur laquelle tout le monde peut s'entendre, en dépit du discrédit des mots et de l'expérience.

Je propose de considérer le projet socialiste sous l'angle le plus fondamental - et le plus simple à présenter contre tout dogmatisme : le but est de tendre vers une société humaine digne de ce nom c'est-à-dire 1- capable de ***satisfaire les besoins, dans le sens le plus large possible, et 2- la remise en cause de tout rapport d'oppression et d'exploitation.*** Ces buts là sont actuels et non pas à renvoyer à des lendemains meilleurs. Il ne s'agit pas d'imaginer une société parfaite où règne l'abondance et où n'existent plus de conflits - et il ne s'agit d'ailleurs pas de discuter un « modèle », mais de fils conducteurs qui permettront de juger ***des moyens*** pour tendre vers la satisfaction des buts socialistes.

Le bilan sur les moyens (place du marché, du plan, des diverses formes de propriété...) doit être guidé par le bilan empirique en fonction de leur capacité à satisfaire les fins du projet socialiste - dans un contexte donné. Il s'agit de cerner les instruments/institutions nécessaires à un tel projet. C'est pourquoi s'abstraire de la spécificité des rapports sociaux que l'on cherche à réaliser (et du contexte) est peu démonstratif.

2°) Pas des recettes, des fils conducteurs. Toute interprétation des textes de Marx et Engels ***comme des recettes*** relatives aux moyens de réaliser le socialisme produit des impasses et erreurs contre-productives. Par contre il n'y aura pas de société communiste ***sans combat conscient pour des buts et relations sociales qui relèvent du projet émancipateur marxiste.*** Sur ce plan, l'importance accordée au « jugement direct », et à « l'association des producteurs » dans les textes de Marx et Engels sont des ***fils conducteurs*** dont la pertinence peut être démontrée à partir de l'analyse des contradictions et crises des sociétés actuelles (« modernes »?), capitalistes ou pas.

Le débat théorique doit prendre en compte les critiques apportées par les théories non marxistes (néo-classiques et keynésiennes) au marché (ne pas être en-deça de ces critiques!...) - dans l'histoire du capitalisme contemporain. Mais les « défaillances » du marché doivent être analysées de surcroît d'un point de vue marxiste, en fonction des relations sociales que celui-ci induit, en distinguant donc aussi les domaines d'utilisation de la monnaie et ses fonctions...

3°) Il faut distinguer dans ce débat :

a) *marché comme régulateur* et utilisation partielle du marché et de catégories marchandes.

b) les *différentes fonctions de la monnaie* -intermédiaire aux échanges, réserve de valeur; la monnaie comme moyen d'accumulation (capital) et comme revenu (pouvoir d'achat de biens de consommation);

c)- et donc aussi distinguer *les différents marchés* en débattant de leur dynamique selon leur fonction et les rapports sociaux qu'ils recouvrent : marché du travail, marché du capital, marché des biens - en menant un débat spécifique également sur les rapports au marché mondial capitaliste.

Le débat doit préciser (et régulièrement actualiser)

-ce que l'on rejette : le marché comme régulateur, le « marché du travail (cf. plus loin); le marché du capital (distinguer l'existence partielle possible d'institutions privées et les modes de financement publics indispensables)

- ce dont il faut se protéger : le marché mondial capitaliste avec lequel il faut pourtant établir des rapports..

-... ce qui durera - mais peut être transformé dans les relations sociales qu'il recouvre : le marché des biens et services, l'utilisation de la monnaie et des catégories marchandes dans les échanges et la régulation de la distribution...

4°) Le rejet du « marché du travail » : si ce sont les objectifs et rapports socialistes qui guident les réponses, alors le statut des travailleurs/euses *ne peut pas être celui de marchandises*, de « choses » ou « facteurs » de production mis sur le même plan qu'une machine. Le plein-emploi (ce qui ne veut pas dire la rigidité du poste de travail) doit être une contrainte. Les travailleurs peuvent recevoir un *revenu monétaire* sans avoir le statut de travailleurs salariés - et sans que le revenu monétaire soit forcément déterminé par des rapports de marché...

Le droit au travail n'implique pas le conservatisme de l'emploi - le « marché des emplois » doit donc être organisé en utilisant tout le potentiel des ordinateurs... mais aussi des enquêtes sociologiques, des associations d'usagers, de femmes, d'écologistes, de syndicalistes qui peuvent critiquer l'organisation du travail, certains type d'emplois et de technologies - et proposer aussi de nouveaux emplois pour des besoins mal ou pas satisfaits...

C'est toute la durée de vie des êtres humains qui doit être repensée sous l'angle de la formation permanente, facilitant les transformations dans la nature des emplois - et la capacité d'adaptation...

5°) le mode de production et de distribution doit être débattu selon la nature des biens et les aspirations profondes qui s'expriment dans les mouvements sociaux...

51- Il est hors de question de renvoyer à des lendemains qui chantent une distribution selon les besoins, déconnectée du travail et des différences de revenus... Cela serait en-deçà des avancées (fragiles) réalisées sur ce plan dans les sociétés contemporaines, dites socialistes ou capitalistes. La consolidation de ces acquis (en matière d'éducation, de santé, d'accès à la culture) est au contraire un objectif central... A protéger donc des logiques dominantes du marché mondial...

52- La démocratie doit déterminer quels sont les « *besoins essentiels* » qui doivent être *satisfaits pour tous* - ceci *implique alors un financement public par des fonds ad hoc*. Assurer les financements publics des biens fondamentaux ne signifie pas nécessairement le faire par le canal du « budget » de l'Etat : les fonds *ad hoc* pour des besoins spécifiés permettent plus de régularité, de transparence, de gestion ad hoc par les parties concernées. Ce qui ne règle pas le débat sur a) comment sont alimentés ces fonds (contributions ou taxes, prises sur qui ou quoi ? b) comment sont-ils gérés (co-gestion des usagers et travailleurs, syndicats, associations, représentants de l'Etat?) et c) le mode de distribution (cf. plus loin). Les débats actuels sur la santé doivent être évidemment poussés, tant sur le mode de financement que d'organisation des soins...

53- L'analyse concrète et les bilans doivent aider à déterminer (selon le niveau de développement et les traditions d'une société donnée) quels sont les besoins qui doivent et peuvent être satisfaits par le marché et ceux qui relèvent d'une planification. Les rectifications périodiques sur la base du bilan permettent éventuellement de modifier les équilibres et moyens choisis.

54- Le centralisme des ordres et les liens impératifs fournisseurs/clients (comme en URSS) ne sont qu'une des modalités de planification - et pas la meilleure. Celle-ci peut se fonder sur des contrats : par exemple des entreprises qui reçoivent des crédits préférentiels de fonds ad hoc pour réaliser les productions nécessaires, peuvent le faire sur la base de contrats préalable et vérifiables. Les institutions financières (banques publiques, fonds d'investissements) liées à des objectifs planifiés, peuvent obéir à des *critères socio-*

économiques et écologiques contrôlables (diminution des coûts tout en améliorant les conditions de travail et en réduisant la pollution... ; amélioration de la qualité des services et biens produits...)

La planification de la production n'implique pas à son tour que le mode de distribution soit centralisé - il peut y avoir vente et achat et non répartition. Sous cet angle, le marché des biens peut être un moyen de vérification du plan - *ex post*

55- Plan et marché sont des institutions qui doivent être **toutes les deux** soumises à une « socialisation » - c'est-à-dire placés sous le contrôle direct et collectif des intéressé(e)s selon des modalités à discuter (cf. Diane Elson sur la socialisation du marché; mais aussi les points évoqués plus haut sur les Fonds publics, et plus bas les débats sur la démocratie).

56- La discussion doit aussi porter sur le **mode de distribution** le plus appropriée des biens et services, selon leur nature - et selon l'expérience : la monnaie utilisée pour des tarifs différenciés selon les horaires peut aider à réduire certains gaspillages ou encombrements cf. électricité ; mais ces mêmes méthodes peuvent être injustes et inefficaces pour les transports... La gratuité doit s'étendre. Mais elle est parfois négative (gaspillages). Il faut pouvoir respecter une diversité de choix individuels (il y a des biens que tout le monde ne veut pas). D'où le débat sur les mécanismes de choix individuels facilités par l'argent (en tant que revenu et pouvoir d'achat de biens). Mais les choix individuels ne sont pas toujours rationnels pour la collectivité : ex. transports publics/privé (quels prix? tarifs différenciés selon le revenu, selon les encombrements ?). C'est donc le « jugement direct » qui doit permettre de dégager ce que « la société » préfère comme **mode de distribution** selon les besoins à satisfaire : revenu direct, monétaire et individuel (sur quels critères ?); revenu indirect (consommation collective gratuite) ; biens subventionnés?

57- Il faut donc aussi mener les débats dont on n'a pas l'habitude : **qui finance** le coût d'un bien gratuit ou subventionné ? (Impôts - et sur quelle base ? consommateurs ?... cotisations sociales ?)... Financer la culture par le tabac ? Les livres par l'alcool? (Baisser le prix des uns en augmentant celui des autres ?)

6°) Efficacité et stimulants... Le débat sur les stimulants matériels est un des plus importants - à mener comme tous les autres en fonction des objectifs poursuivis : tout ce qui pousserait à une concurrence de chacun(e) contre tou(te)s et au fait qu'on a intérêt à être meilleur contre les autres doit être rejeté (cf. le rejet par Diane Elson de la concurrence « prédatrice » dans le débat de la *NLR* - *nb: ce passage me semble avoir été omis, et c'est dommage, dans le recueil d'Actuel Marx sur les Modèles de socialisme reproduisant un extrait de cette contribution*).

L'expérience yougoslave confirme que la distribution selon les résultats sur le marché n'est pas efficace pour un système autogestionnaire. Elle détruit les solidarités et produit d'ailleurs des conflits de logique qui se traduisent par l'inflation (les injustices d'une telle distribution sont en fait vite compensées par des augmentations de salaires au-delà des gains de productivité).

L'efficacité demande à être « définie » en fonction des critères et des valeurs du système - donc protégés à nouveau de ceux du marché mondial capitaliste... Les gains de productivité peuvent - et sont mieux - mesurés à l'échelle de collectivités de travail (« les producteurs associés »), qu'individuellement. Les stimulants basés sur des résultats collectifs sont évidemment les plus adéquats à une société socialiste. Ils peuvent ou non être monétaires. Les stimulants non monétaires peuvent toucher aux conditions de travail, responsabilités, à la consommation collective...

La transparence de gestion des différentes entreprises, notamment celles fournissant des services publics est essentielle au contrôle : il faut trouver les critères adéquats d'efficacité et les mécanismes de contrôle à chaque type de production : ce ne sont pas les mêmes dans la santé, l'école, la production d'électricité, les transports...

La critique de la bureaucratie, la recherche d'un dépérissement de l'Etat par les mécanismes d'un contrôle direct des intéressé(e)s - au « bon » niveau pour rendre ce contrôle efficace... tout cela doit être essentiel à l'efficacité des résultats.

7°) Prix et coûts

Tout ce qui a été évoqué plus haut implique que les prix exigent aussi un traitement différencié selon leur fonction et mode de formation :

- prix libres de marché concurrentiel, là où ils sont jugés préférables ;
- prix régulés selon des objectifs économiques ou sociaux - en discutant des aspects pervers de ces mesures et des instruments de régulation alternatifs - cf. agriculture, culture, transports, énergie, gestion des encombrements ?

Diane Elson a particulièrement insisté sur l'importance d'institutions permettant un contrôle et une transparence des prix - c'est-à-dire une mise en évidence des rapports sociaux et des effets qu'ils recouvrent. C'est dans les rapports au marché mondial un élément essentiel aux débats sur les mesures à prendre...

Mais dans tous les cas, la société a évidemment besoin d'une évaluation des coûts la plus transparente possible (d'où des comptabilités distinctes lorsque les prix sont subventionnés).

- mais quels coûts, et quels bénéfices sont pris en compte dans le « calcul économique »? cf. « effets externes ». Pas les mêmes pour un système capitaliste et pour une société socialiste. D'une part parce que l'horizon du calcul de « rentabilité » peut ne pas être le court terme ; d'autre part parce que les « retombées » (effets externes) écologiques et humaines au sens le plus large d'un choix économique local sont essentiels au socialisme : effet sur le développement régional, sur l'équilibre ville/campagne, sur la qualité des rapports humains... Un certain nombre de « coûts » seront considérés dans une optique socialiste comme des sources de productivité en même temps qu'ils sont des besoins à satisfaire : le coût de formation, le temps attribué à la démocratie économique, les coûts de santé et de sécurité du travail peuvent consolider la principale source d'efficacité, de réduction des gaspillages, d'amélioration de la qualité : le « facteur humain », son adhésion aux buts du système...

8°) Importance des transformations technologique, informatique... Beaucoup de besoins (et de techniques de production) évoluent lentement - ce qui facilite l'enregistrement des données. Les choix peuvent de plus en plus être faits de façon décentralisée, avant la production : cf. les commandes sur modèles, l'utilisation des ordinateurs ... Les méthodes contractuelles entre fournisseurs et clients ne sont pas contradictoires avec l'augmentation de la prévision et avec la centralisation de l'information (par ordinateur...).

9°) Quel degré et quelle forme de centralisme choisir ? Cf. aussi débat sur fédération, confédération, etc.?

- Le « critère de subsidiarité » quant à la gestion n'implique pas de réponse universelle: quel est le niveau adéquat de gestion pour être efficace (dans le contrôle de la qualité, dans la gestion des coûts) ? Est-ce l'atelier, l'entreprise, la commune, la région, la branche, l'Etat, un espace transnational... ? Cela dépend de ce qu'il s'agit de produire, qui en sera le plus et le mieux responsable ? Il peut y avoir « planification » (organisation de la production) à ces divers niveaux.

- Le financement adéquat ne se fait pas forcément au même niveau : cf. solidarité et péréquation des ressources entre communes et régions...

-Les associations et la délégation de pouvoir à l'échelon supérieur sont d'autant plus efficaces qu'elles sont librement consenties et basées sur une capacité de contrôle, l'expérience commune d'une efficacité... Cf. problèmes de la solidarité régions riches/ pauvres quand règne le bureaucratisme... Ce sont donc des questions politiques et non pas d'abord « économiques » il n'y a pas de rationalité universelle économique qui dit quelle est la bonne taille de l'espace qu'on gère...

10°) Questions liées aux formes de propriété :

Les réponses exigent à nouveau un jugement concret en fonction des besoins à satisfaire, des choix alternatifs (si on a le choix...) et des ... comportements et alliances de classe : cf. logique des nationalisations dans la révolution russe, cubaine, nicaraguayenne (contrôle et lutte contre les spéculateurs..., ou ceux qui sabotent).

- Il est en tout cas essentiel de distinguer la propriété capitaliste et la petite propriété agricole et artisanale - dont la durée de vie et efficacité sont sans doute plus grandes que prévue par Marx. C'est l'articulation avec les autres secteurs qui doit faire l'objet d'une analyse concrète : quelles formes de coopération sont possibles avec les entreprises socialisées ? Quelle politique publique relevant d'une alliance sociale ? Cf. soutien aux petits agriculteurs : crédits, infrastructures, revenus minimums ...

Conclusion : La démocratie comme régulateur...

1°) L'hypothèse du socialisme à construire n'est pas qu'il s'agirait d'une société « simple » à gérer: il n'y a pas de « lois » ou de critères évidents, « scientifiques » (critiques des formulations scientistes)... dans la satisfaction des besoins. Heureusement, il y aura des problèmes de choix alternatifs.

Il ne s'agit pas non plus d'une société sans conflits (fausse critique d'Alec Nove envers les marxistes): l'épanouissement des individus et des différences - notamment les différences sexuelles, nationales, mais aussi celles qui renvoient aux qualifications diverses sont source de conflits et d'oppression durables... - qu'il faut combattre consciemment. L'augmentation des exigences et des besoins à satisfaire, les différentes facettes des individus peuvent être conflictuelles : ex. consommateur/trice - producteur : heures d'ouverture des magasins...

Il demeurera aussi des risques durables de formes d'oppression liées à la division du travail, stimulant des « délégations de pouvoir ». Même si « chaque ménagère ... etc... » (Lénine) ne pourra pas gérer l'Etat, il y a tout de même là un fil conducteur : la rotation des tâches autant que l'on peut et surtout la formation permanente, doivent élargir les fondements de la démocratie et aider à transformer les rapports sociaux.

Par contre, l'hypothèse du projet socialiste est celle d'un progrès historique (fin de la préhistoire des sociétés humaines...)

* si les êtres humains déterminent *consciemment* leurs préférences face à des choix alternatifs : ça ne veut pas dire qu'on passe son temps à voter... : mais les choix essentiels doivent être démocratiques, c'est-à-dire aussi pris par ceux et celles qui sont le plus directement concerné(e)s. Tout le monde ne doit pas forcément décider de tout...

*s'il y a *désaliénation du travail* (les savoir faire humains comme source de productivité et d'efficacité) - d'où l'importance d'une démocratie qui pénètre dans le travail, son organisation, ses techniques, ses objectifs, ses relations humaines;

*si l'on parvient à une maîtrise des conflits non pas par leur étouffement mais *par l'expression des intérêts conflictuels, des points de vue et l'élargissement des horizons*.

- D'où les droits d'organisation des femmes, des peuples, des travailleurs, des homosexuels, des jeunes...
- Mais aussi la recherche systématique des formes d'expression démocratiques des points de vue. Avec aussi une dimension dynamique essentielle : se donner les moyens de l'élargissement des horizons ... contre toute logique de ghettos.
- Cela impose aussi des priorités à l'éducation, aux moyens d'information, à la réduction du temps de travail pour la formation permanente.
- l'expérience directe de la gestion, des responsabilités exige du temps consacré à la démocratie comme apprentissage des problèmes à résoudre etc...

2°) La démocratie est le seul régulateur possible: elle intervient avant, pendant, après... les choix

- en absence de réponse universelle sur toutes les questions soulevées plus haut (mode de production, de distribution adéquats, degré de centralisation ; place du marché, forme du plan, critères de distribution, priorités...) ;
- compte tenu de la nécessité-même de trancher en fonction de choix éthiques, sociaux explicites ;
- vu la nécessité de l'expérience, du bilan, de la rectification : la démocratie fonctionne donc aussi comme force de rappel : elle doit permettre l'erreur...

3°) Il faut rompre avec une naïveté spontanéiste sur les travailleurs capables de trouver tous seuls les réponses ... Revenir donc sur les questions de l'autogestion : les moyens de son efficacité.

31-*Séparation Etat/partis* -et pluralisme politique: le besoin du pluralisme politique et le rejet du Parti/Etat ne sont plus à démontrer - même si la forme parti est seulement une des formes de la démocratie. Elle a l'avantage de mettre en évidence la cohérence des choix et leurs dimensions politiques (au sens large) par différence avec des associations corporatives ou basées sur des intérêts spécifiques.

32- *Des syndicats indépendants* : distinction syndicats / organes de gestion et indépendance des syndicats vis-à-vis des partis et de l'Etat : les mécanismes de délégation de pouvoir peuvent exister et les conflits peuvent opposer les travailleurs et leurs « représentants ». L'indépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat et vis-à-vis des partis relève de la même exigence.

33-*Experts et contre experts*... Contre toute vision spontanéiste il faut bien sûr affirmer la nécessité des connaissances scientifiques, des mises en forme mathématiques de certains choix, des enquêtes sociologiques, de la programmation sur ordinateurs... des économistes... Mais il ne faut pas laisser le pouvoir aux experts. Les contre-experts, mais aussi les débats politiques doivent être des contre-pouvoirs. Mais ce ne sont ni les experts, ni les seuls partis politiques qui doivent décider...

34- *Autogestion à divers niveaux* : il faut pouvoir généraliser les bonnes expériences d'organisation du travail (contre la compétition qui vise à garder pour soi...) - d'où l'intérêt de formes d'organisation de branche, mais aussi régionale (associant usagers et travailleurs...). Il faut aussi avoir une vision d'ensemble et dynamique des choix alternatifs : d'où le besoin de choix autogestionnaires pris au niveau « adéquat » (local, atelier, région, pays...) et éclairés par les institutions évoquées plus haut.

4°) La démocratie doit permettre d'exprimer des choix de citoyen(nes) - compte tenu des réalités collectives : peuples, travailleurs, hommes et femmes, nationalités... C'est dire qu'il s'agit d'une institution complexe. Il faut rediscuter l'articulation possible d'institutions de la démocratie directe (pénétrant la vie quotidienne) appuyée sur de multiples formes d'association : usagers/ères- travailleurs/euses, à différents niveaux et de la démocratie représentative (parlements)... en intégrant les réflexion sur les problèmes de parité (et leurs effets pervers possibles), de chambres spécifiques (nationalités, autogestion).

C'est dire qu'il faut reprendre les débats sur démocratie bourgeoise et démocratie ouvrière ? Des notions et des critiques à revoir...

La démocratie socialiste... quelque chose à inventer